



Plan de preparation de materiel d'apprentissage

Introduction

Le ministère de l'Éducation a créé un *Fonds pour le matériel d'apprentissage canadien* afin d'assurer que le matériel requis soit mis au point et à la disposition des écoles. Ce fonds a également pour but d'aider les maisons d'édition et les fabricants particulièrement dans le domaine de l'éducation, là où le marché n'est pas assez important pour attirer les entreprises indépendantes. Ce fonds se distribue selon deux phases :

Le *plan d'achat de manuels*, qui fonctionne déjà et qui met à la disposition des écoles des exemplaires des ouvrages qui paraissent pour la première fois dans la Circulaire 14, *manuels scolaires*;

Le *plan de préparation de matériel d'apprentissage* qui est décrit dans ce livret.

Généralités

Le but de ce plan est d'encourager la préparation et la fabrication de matériel d'apprentissage canadien qui répond à un besoin. Pendant l'année fiscale en cours, on allouera des fonds pour divers projets de préparation et de production. Toute demande d'aide dans le cadre de ce plan peut se faire selon la manière décrite ci-après.

L'opération de ce plan se déroule selon trois *catégories*. Chaque catégorie s'applique à un groupe particulier de la communauté scolaire. Chaque catégorie comprend des règlements relatifs aux demandes de fonds dans le cadre de chacun de ces groupes.

Toutes les demandes de fonds seront examinées par un comité consultatif indépendant, qui recommandera, parmi les diverses demandes, celles qu'il considère les plus appropriées selon les critères qu'il aura établis. Ces critères s'attacheront à tous les aspects de la demande de fonds, et particulièrement à la mesure selon laquelle cette proposition répond aux besoins de la province en matériel d'apprentissage.

Dès qu'on aura décidé de financer un projet, un contrat sera passé entre le Ministère et le demandeur, contrat qui stipulera les engagements et les ententes des deux parties.

Règlements généraux et méthodes d'application

Ces règlements s'appliqueront à toutes les demandes faites durant l'année courante. L'utilisation future du fonds peut toujours être révisée, et on peut adresser toutes propositions de modification au secrétaire, à l'adresse donnée à la fin de ce livret.

1. Les projets doivent répondre à un besoin reconnu dans toute la province. Généralement, ce besoin se manifeste dans un domaine où le secteur privé n'a entrepris ni production ni publication normales, faute de marché rentable. On accordera la priorité aux projets qui répondent aux besoins reconnus à la fin de ce livret, bien que des propositions relatives à d'autres domaines puissent être examinées.

2. Pour être admissibles à un financement quelconque, les projets doivent se conformer aux normes établies précédemment par le Ministère pour tout matériel d'apprentissage canadien : tous les projets doivent s'adresser à des auteurs et producteurs canadiens.

3. L'achat d'accessoires principaux ne sera pas autorisé dans le cadre de ce plan.

4. Dans tous les contrats établis avec une compagnie ou avec un organisme sans but lucratif, on nommera un agent officiel de cette compagnie ou de cet organisme ainsi qu'un agent officiel du ministère de l'Éducation. Ces agents seront les principaux responsables des travaux spécifiés dans le contrat. La partie au service du Ministère devra rendre compte à celui-ci par l'entremise de son agent officiel.

5. Il se peut que certains projets exigent des essais sur place. Il y aura lieu alors d'indiquer dans la demande de fonds les plans prévus à cette fin.

6. On fera parvenir au ministère de l'Éducation, sur demande, une vérification comptable et toute information requise relativement au fonds affecté à ce plan.

CATÉGORIE 1 : MAISONS D'ÉDITION ET FABRICANTS

Cette catégorie comprend les maisons d'édition et les fabricants de matériel d'apprentissage. Pour y être admissible, une compagnie doit être en activité au Canada

depuis au moins trois ans. En parlant d'une maison d'édition, on entend par *activité* la production d'un minimum de neuf ouvrages au cours des trois années précédentes. En parlant d'un fabricant autre qu'une maison d'édition, l'*activité* s'entend d'une production qui corresponde à l'étendue indiquée pour les maisons d'édition.

Dans la mesure des possibilités, on accordera la priorité aux compagnies fonctionnant en Ontario.

Tant le Ministère que le comité consultatif indépendant peuvent demander à la compagnie des exemples de ses travaux récents.

Toutes demandes soumises selon cette catégorie peuvent l'être sur trois bases différentes : préparation et production, préparation seulement ou production seulement.

Catégorie 1(a) : Préparation et production

— Toute maison d'édition ou tout fabricant peut demander à conclure un accord pour la préparation et la production de matériel d'apprentissage.

— Le Ministère financera une partie des coûts combinés de préparation et de production; la maison d'édition ou le fabricant s'engagera également à acquitter certains frais.

— La proportion des coûts pris en charge par chacune des parties dépendra du caractère du projet, du marché éventuel, du coût général et d'autres aspects. Les détails du financement proposé, ainsi que les raisons à l'appui, doivent être inclus dans la demande de fonds.

— Le coût à inclure doit être celui du projet complet de préparation et de production; il comprend les postes suivants :

- Honoraires ou salaires versés aux auteurs
- Frais de secrétariat et de rédaction
- Dépenses administratives raisonnables (frais généraux)
- Matériel nécessaire
- Décoration artistique
- Frais de copie en cas d'essai sur place (le cas échéant)
- Typographie
- Impression et reliure
- Distribution
- Etc.

ou toute autre dépense du même genre dans le cas de matériel non imprimé.

— Dans le cas de projets pour lesquels les auteurs sont rémunérés par un salaire, plutôt que par des droits d'auteur, la production finale devrait se faire sans droits d'auteur du tout ou avec des droits d'auteur réduits, de manière que le coût de la production soit aussi bas que possible.

— Aucun droit d'auteur sur le matériel produit ne sera réservé au ministre de l'Éducation (comme cela serait le cas dans d'autres caté-

gories), mais fera l'objet d'une négociation entre la maison d'édition et l'auteur, selon les coutumes usuelles.

Catégorie 1(b) : Préparation seulement

— Toute maison d'édition ou tout fabricant peut proposer d'établir un contrat avec le Ministère pour entreprendre la préparation de matériel d'apprentissage devant satisfaire à un besoin.

Cette préparation doit comprendre la rédaction d'un manuscrit acceptable dans le cas de matériel imprimé, ou, dans le cas de projet non imprimé, la préparation doit avoir atteint l'étape où la planification et les décisions relatives à sa conception ont été faites mais où l'on n'a pas encore engagé de fonds de production importants.

— Le Ministère financera le coût complet de préparation du projet, y compris les postes suivants :

- Honoraires ou salaires des auteurs
- Frais de secrétariat et de rédaction
- Dépenses administratives raisonnables (frais généraux)
- Matériel nécessaire
- Illustrations artistiques ou créations requises pour prototype
- Frais de copie ou frais semblables pour tout essai sur place (le cas échéant)
- Etc.

— On discutera des ententes de production avec la maison d'édition ou le fabricant qui s'occupe de la préparation du projet. Si la production ne semble pas rentable sans l'aide du Ministère, on négociera le montant de l'assistance. Si le montant excède \$3 000, le Ministère peut faire un appel d'offres pour les droits de production. Si aucun fabricant, aucune maison d'édition n'est intéressée, d'autres arrangements de production peuvent être conclus.

— Dans la mesure du possible, les arrangements de production seront négociés avec la maison d'édition ou le fabricant qui s'occupe de la préparation du projet.

— Le Ministère se réserve les droits d'auteur de projets de la catégorie 1(b) dans les deux ans qui suivent la fin de la préparation ou jusqu'à ce que les arrangements de production aient été faits. Ces arrangements de production doivent préciser les accords sur les droits d'auteur. Si aucun arrangement de production et de distribution n'est conclu dans les deux ans qui suivent la préparation du projet, les droits d'auteur seront transmis à la maison d'édition ou au fabricant.

Catégorie 1(c) : Production seulement

— Toute maison d'édition ou tout fabricant peut faire une demande d'aide pour produire

du matériel qu'il aura préparé, ou reçu déjà préparé, mais où la production n'est pas rentable sans aide gouvernementale.

— Le Ministère financerait une *partie* du coût de la production. Le proportion et le montant de l'aide dépendront du caractère du projet, du marché éventuel, etc.

— Les arrangements relatifs aux droits d'auteur et aux droits seront conclus entre la maison d'édition et l'auteur.

CATÉGORIE 2 : ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF

— Les organismes sans but lucratif comme les conseils scolaires, les facultés d'éducation, les associations d'enseignants etc., peuvent faire une demande d'aide pour la préparation de matériel d'apprentissage.

— Le Ministère financera en *partie* (ou *totale-ment* dans certains cas spéciaux) le coût de préparation des projets. Les coûts de préparation peuvent comprendre les postes suivants :

- Honoraires ou salaires des auteurs
- Frais de secrétariat ou de rédaction
- Matériel nécessaire
- Frais de copie ou autres pour tout essai sur place (le cas échéant)

— Illustration artistique pour tout essai sur place (le cas échéant), ou toute illustration sommaire suffisante pour indiquer le travail d'illustration ou de décoration nécessaire. La décoration exigeant des normes de production de haute qualité ne serait pas incluse dans cette catégorie à moins qu'il ne s'agisse d'un point principal du projet.

— Le produit terminé correspondant à cette catégorie doit être un manuscrit acceptable, s'il s'agit de matériel imprimé ou, dans le cas d'un projet non imprimé, il doit être à l'étape où les décisions de planification et de création ont déjà été prises mais où les coûts de production importants n'ont pas encore été déboursés.

— L'expérience dans la préparation et la production de matériel d'apprentissage a montré qu'il y a plus de chance de succès lorsqu'on est au fait, dans la préparation d'un projet, de ses aspects pratiques. C'est pourquoi l'on offre deux voies d'approche dans les étapes conjointes de la préparation et de la production.

- Quant au matériel préparé pour cette catégorie et mis au point selon le contrat original, on procédera de la façon suivante :
 - Le Ministère avisera toutes les maisons d'édition ou tous les fabricants de la préparation du matériel et demandera des offres pour les droits de production; ou bien il demandera des offres à au

moins trois maisons d'édition ou fabricants.

- Le Ministère accordera les droits de production à une compagnie avec ou sans aide financière de sa part.
- Si aucune maison d'édition n'exprime d'intérêt au projet, le Ministère peut conclure d'autres arrangements pour le faire publier.
- Puisque le Ministère a financé une partie des coûts de préparation, y compris le salaire ou les honoraires des auteurs, et comme les projets viennent d'organismes sans but lucratif, aucun droit n'est payable pour les projets préparés dans cette catégorie, de manière que les coûts de production resteront à un niveau aussi bas que possible.

2. Ou bien, s'il apparaît, en cours de préparation, qu'il faut recourir à une maison d'édition ou à un fabricant avant la réalisation officielle du projet prévu dans le contrat original, le Ministère peut aviser des maisons d'édition de l'existence du projet et faire des appels d'offres pour les droits d'auteur. Le projet se poursuivrait alors de la manière décrite pour la catégorie 1 (a).

— Le ministre se réserve les droits d'auteur dans les deux ans qui suivent la fin de la préparation du projet ou jusqu'à ce que les arrangements de production et de distribution aient été faits. Ces arrangements de production spécifieront les ententes relatives aux droits d'auteur. Si aucun arrangement de production et de distribution n'est conclu dans les deux ans qui suivent la préparation du projet, les droits d'auteur seront transférés à la maison d'édition ou au fabricant. Si un tel transfert a lieu, il le sera à condition que toute utilisation future du matériel en question se fasse sans mention aucune du Ministère.

CATÉGORIE 3 : PARTICULIERS

— Des particuliers (ou des groupes de particuliers) opérant en dehors de tout organisme peuvent faire une demande d'aide pour la préparation de matériel d'apprentissage.

— Le Ministère conclura un accord avec tout individu (ou tout groupe d'individus) pour payer le coût de préparation à l'*exception* de tout salaire ou honoraire réservé aux auteurs. Les frais autorisés peuvent inclure :

- Coût de secrétariat ou de rédaction
- Matériel nécessaire
- Coût de copie ou de tout service semblable pour essai sur place (le cas échéant).
- Illustration artistique pour essai sur place (le cas échéant) ou *illustration sommaire* suffisante pour indiquer le travail artistique nécessaire à la production. Aucun autre travail artistique d'une norme de production très élevée

ne sera inclus dans cette catégorie à moins qu'il ne s'agisse d'un point central du projet.

— Le projet terminé dans le cadre de cette catégorie devra être à l'étape où les décisions de planification et de création ont été prises mais où les frais de production importants n'ont pas été déboursés.

— La production devra être traitée de la même manière que pour la catégorie 2, à la seule exception que, pour la catégorie 3, les droits d'auteur seront versés à l'auteur de la manière usuelle.

Demande d'aide dans le cadre d'une catégorie quelconque

Aucun formulaire de demande n'est fourni. Toute demande d'aide doit être soumise sur papier de norme internationale, soit 8½ x 11 ou format métrique A4. Toute demande doit comprendre :

- Une première page donnant :
 - un titre court décrivant le projet proposé;
 - le nom de la compagnie, de l'organisme ou de l'individu qui fait la demande;
 - le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'agent de la compagnie ou de l'organisme avec qui discuter de tout détail ou, dans le cas d'un particulier, son adresse et son numéro de téléphone;
 - Une estimation du budget *total* pour ce projet, ainsi que le montant de financement demandé au Ministère.

2. Un sommaire d'une page indiquant l'étendue du projet, ainsi que toute documentation à l'appui, comme par exemple une page-échantillon.

3. Une déclaration relative au besoin auquel ce projet doit répondre.

4. Les plans de préparation comprenant, si possible, le nom des personnes et leurs qualifications.

5. La durée prévue du projet.

6. Le marché éventuel là où la production fait partie de la proposition.

7. Une ventilation budgétaire complète du projet indiquant l'étendue de l'aide du Ministère jugée nécessaire. Ce budget doit inclure tout renseignement sur le marché proposé, le lancement de la première production, etc., pour toute demande comprenant la phase de production.

Renseignements supplémentaires

1. Toute demande de fonds soumise au Ministère dans le cadre de ce plan pour l'année fiscale courante doit lui parvenir le 15 octo-

bre 1975 au plus tard. Dans la mesure du possible, les soumissions devraient être envoyées avant cette date.

2. Les demandes doivent inclure les détails relatifs à tout appui financier sollicité ou déjà reçu d'une autre source pour le projet proposé.

3. Toutes les demandes doivent être signées par un agent autorisé de la compagnie ou de l'organisme en cause, ou, s'il s'agit de la catégorie 3, par le(s) particulier(s) intéressé(s).

4. Les demandes doivent se faire en 15 exemplaires.

5. On avisera aussi tôt que possible les candidats de la décision prise. On leur donnera en autant que possible les raisons qui ont fait prendre une décision négative, mais aucune discussion sur cette décision n'aura lieu.

6. On accordera la priorité à la préparation de matériel d'apprentissage aux champs d'étude suivants.

— Matériel d'apprentissage en langue française :
Tous les cycles, particulièrement en

- Mathématique
- Sciences
- Études sociales
- Histoire
- Géographie
- Français
- Anglais
- Sujets techniques
- Sujets commerciaux

— Enfance inadaptée :

- Tous les cycles
- Anglais et français

— Anglais langue seconde

- Tous les cycles

— Matériel de démonstration courante dans l'automobile, l'électricité et l'information en rapport avec le programme d'enseignement technique aux cycles intermédiaire et supérieur.

— Astronomie et exploration spatiale en rapport avec le programme des sciences, dans les cycles appropriés.

— Collectivité multiculturelle

- Tous les cycles.

7. Toute demande devra être adressée au :
Secrétaire
Plan de préparation de matériel d'apprentissage
Direction de l'élaboration des programmes
Ministère de l'Éducation
Édifice Mowat
Queen's Park
Toronto, Ontario M7A 1L2